

Unité départementale de la Vendée
53 rue de Verdun (adresse provisoire)
85000 La Roche sur Yon
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-
durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 19 mai 2022,

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/04/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRANGEON Recyclage

ZI Actipole
4 rue Jacqueline Auriol
85170 BELLEVIGNY

Références : D 22.0207

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2022 dans l'établissement BRANGEON Recyclage implanté ZI Actipole 4 rue Jacqueline Auriol 85170 BELLEVIGNY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRANGEON Recyclage
- ZI Actipole 4 rue Jacqueline Auriol 85170 BELLEVIGNY
- Code AIOT dans GUN : 0006308646
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site de Bellevigny est un centre de transfert de déchets non dangereux, avec tri sommaire de certains déchets. Il est également autorisé et agréé pour la prise en charge de véhicules hors d'usage.

Il bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 25/10/2018, et d'un arrêté préfectoral complémentaire du 30/05/2016 pour l'agrément véhicules hors d'usage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Registre déchets
- Analyses eau et bruit
- Agrément VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déchets interdits à l'admission	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 1.1.7	/	Sans objet
Prévention des envols	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 3.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Montant des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 1.2.2	/	Sans objet
Autosurveillance des rejets d'eau pluviale	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 4.4	/	Sans objet
Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 7.4	/	Sans objet
Suivi de l'élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 5.6	/	Sans objet
Agrément pour la destruction des véhicules hors d'usage	AP Complémentaire du 30/05/2016, article 1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le registre de suivi des déchets mentionne la présence de déchets fermentescible en admission, et aucune explication n'a pu être fournie. Le producteur de ce déchet n'est pas identifié dans ce registre. Aucun déchet fermentescible n'a été constaté lors de la visite. L'inspection rappelle l'interdiction de transit de tout fermentescible.

L'exploitant ne dispose d'aucune consigne lors de périodes venteuses. Or la visite a montré que des déchargements de déchets non dangereux (contenant de nombreux éléments légers) étaient maintenus. Ce constat nécessite des mesures correctives de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Déchets interdits à l'admission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 1.1.7
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Article 1.1.7 - Déchets interdits à l'admission Les déchets non admissibles sur le site sont : - déchets fermentescibles , - pulvérulents non conditionnés, - cadavres d'animaux, - déchets anatomiques et infectieux dits déchets médicaux, les déchets hospitaliers, - produits radioactifs, - déchets explosifs.
Constats : L'examen du registre des déchets mentionne l'admission sur le site de déchets fermentescibles. Exemple n° ordre 01227591-19225238 du 07/01/2022 (code déchets 02.03.04) L'inspection n'a pas constaté de tels déchets sur le site, toutefois l'inspection rappelle que ce type de déchets est <u>formellement interdit</u> sur le site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Montant des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 1.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières

Prescription contrôlée : Article 1.2.2 - Montant des garanties financières Le montant total des garanties à constituer est de 154 706 € TTC. Il a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 en prenant en compte un indice TPO1 de 105 (paru au JO du 15/11/2017) et un taux de TVA de 20 %. Il est basé sur une quantité maximale de déchets pouvant être entreposés sur le site définie à l'article 5.8 du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a justifié d'un acte de cautionnement délivré par la société Atradius sur la période 2018 à 2023 pour un montant de 156 418 euros.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des envols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : Article 3.1 - Dispositions générales L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et la dispersion de matières diverses dans l'environnement, notamment sur les voies publiques et dans les zones d'habitations environnantes. Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et leurs installations de manipulation, transvasement, transport sont munies de dispositifs de capotage et, au besoin, d'aspiration raccordés à une installation de dépoussiérage. Ces dernières satisfont à la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs) Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exception des essais incendie. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et en quantité.
Constats : Les conditions météorologiques étaient très venteuses lors de l'inspection. Toutefois, l'exploitant a maintenu les déchargements en extérieur de déchets non dangereux, dont des plastiques légers. Les inspecteurs présents ont pu constater des envols importants lors de ces déchargements. L'exploitant a confirmé oralement de pas avoir de procédures pour limiter les envols lors de grand vent. L'inspection considère qu'il s'agit d'une non-conformité, et que l'exploitant doit mettre en place une procédure spécifique de déchargement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance des rejets d'eau pluviale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Article 4.4 - Autosurveillance des rejets d'eau pluviale L'exploitant réalise annuellement un prélèvement et analyses d'eau sur l'ensemble des points de rejets d'eau pluviale avant rejet dans le réseau communal. Les analyses portent sur les paramètres suivants : pH, Température, Hydrocarbures totaux et Matières en suspension. Le résultat des analyses est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Toutefois, en cas de dépassement du double des valeurs mentionnées aux articles précédents, l'exploitant en informe l'inspection.
Constats : L'exploitant a transmis un rapport d'analyses de ses deux points de rejets d'eau pluviale. Les prélèvements ont été effectués le 03/11/2021 par la société ECE. Le résultat d'analyses ne fait

pas l'objet d'observations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 7.4
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : Article 7.4 - Contrôle des niveaux sonores Une mesure de la situation acoustique est effectuée tous les trois ans, par un organisme ou une personne qualifié.
Constats : L'exploitant a transmis un rapport de mesurage du bruit de ses installations effectuées en juillet 2022 par la société ECE. Dans son rapport, cette société précise ne pas avoir identifié correctement les zones à émergences réglementées. Les valeurs de bruit en limite de site ne font toutefois pas l'objet d'observations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi de l'élimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 5.6
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Article 5.6 - Suivi de l'élimination des déchets L'exploitant assure la traçabilité des opérations de transport, de valorisation et d'élimination de l'ensemble des déchets. Il tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants, Ce registre comporte a minima les informations exigées par l'arrêté du 29 février 2012. L'exploitant utilise, pour ses déclarations prévues par le code de l'environnement, la codification réglementaire en vigueur pour les déchets.
Constats : L'exploitant dispose d'un registre de suivi des déchets. L'inspection a notamment examiné le registre des déchets entrants. L'exploitant rédige également des fiches de non-conformités lors de chargements présentant des éléments indésirables (exemple d'une fiche du 14/03/2022 pour des déchets de placo-platre avec la présence de sacs et des gaines)
Observations : L'inspection souligne que le registre déchets informatisé doit tenir compte de l'évolution des textes. L'arrêté ministériel du 29 février 2012 a en effet été abrogé par l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Agrément pour la destruction des véhicules hors d'usage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/05/2016, article 1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : La société FERS, dont le siège social est situé 4 rue du Chevreul à Cholet (49304), est agréée pour effectuer la dépollution et le démontage des Véhicules Hors d'Usage (VHU) dans son établissement, situé rue Jacqueline Auriol, ZA Actipole, à Bellevigny (85170).
Constats : L'inspection a constaté la présence de 3 véhicules hors d'usage en attente de dépollution. L'atelier de dépollution ne fait pas l'objet d'observations. Le rapport annuel d'audit effectué par un organisme indépendant (Euro-Quality System) a été transmis par l'exploitant pour l'année 2021.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet